

Questions orales

différents moyens de transport dans la région du grand Vancouver.

Selon cette étude, il faudrait, chaque année, faire payer 2,600 \$ de plus aux automobilistes du Lower Mainland afin de leur faire assumer les coûts réels qu'entraîne le fait d'utiliser la voiture comme moyen de transport. Pour faire payer aux automobilistes tous les coûts qu'entraîne l'utilisation de leur automobile, il faudrait augmenter de 1,60 \$ le prix du litre d'essence.

J'espère sincèrement que le gouvernement de la Colombie-Britannique y réfléchira à deux fois avant de donner suite à la recommandation de cette firme et d'augmenter les taxes.

En tant que député d'une circonscription adjacente aux États-Unis, je sais aussi que l'augmentation des taxes sur l'essence incitera un plus grand nombre de gens à aller aux États-Unis pour faire le plein et, tant qu'à y être, pour faire d'autres achats. L'an dernier, à mesure que le dollar canadien perdait de sa valeur et que les magasins au Canada devenaient plus compétitifs, on a observé une diminution régulière du nombre de Canadiens faisant leurs achats aux États-Unis.

Une augmentation des taxes sur l'essence en Colombie-Britannique mettrait fin à ce redressement de la situation et nuirait à la reprise économique. Je demande donc instamment au premier ministre et aux néo-démocrates de la Colombie-Britannique d'y réfléchir à deux fois avant d'adopter une mesure aussi peu perspicace.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE BUDGET

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre.

En décembre dernier, lorsque le ministre des Finances a fait son exposé économique, il avait promis un budget pour le mois de février. Lorsque 1993 est arrivé, il a dit que ce ne serait peut-être pas février, mais plutôt mars.

La semaine dernière, son attaché de presse disait que le ministre des Finances ne serait pas candidat à la direction du parti, parce qu'il était très occupé à préparer le budget.

Hier, nous avons appris qu'il n'y aurait probablement pas de budget du tout. Le premier ministre nous dira-t-il

ce qui est le plus important: l'avenir du Parti conservateur ou des emplois pour les Canadiens? Nous avons vraiment besoin de créer des emplois.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, une des choses que nous avons essayé de faire ces huit ou neuf dernières années, c'est de présenter des budgets selon un cycle assez régulier. Ils ont été précédés de consultations et généralement présentés au cours du premier trimestre.

C'est utile pour les gouvernements provinciaux et pour ceux aussi qui ont un rôle à jouer sur le marché. Nous avons constaté que c'était une assez bonne chose sur le plan national.

À cause du référendum, tout cela a été un peu perturbé et le gouvernement a jugé bon de faire un important exposé économique le 2 décembre, c'est-à-dire il y a quelques mois.

Le ministre des Finances étudie actuellement les conséquences de son exposé et il poursuit des consultations nationales en vue d'un futur budget. Lorsqu'il aura terminé ses consultations, il rencontrera le Cabinet et recommandera des mesures qui seront contenues dans un budget ou un exposé économique.

• (1420)

Je vais attendre qu'il termine, j'écouterai ensuite son avis et le Cabinet décidera le plus tôt possible.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je suis heureux des propos du premier ministre.

Hier, le ministre des Finances disait aussi qu'il ne présenterait peut-être pas de budget en raison du congrès conservateur, vu que les candidats ne souhaitent pas de budget aussi près de l'élection du futur chef.

Le premier ministre pourrait-il nous dire ce qui est important au Canada, l'élection du nouveau chef des conservateurs ou l'économie du pays?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue sait très bien que le ministre des Finances n'a pas tenu les propos qu'il lui prête. C'est une déformation de ce que disait le ministre des Finances.

Je lui ferais remarquer que l'actuel ministre des Finances et son prédécesseur, le ministre du Commerce extérieur, sont les auteurs de politiques qui ont ramené les taux d'intérêt au niveau où ils sont aujourd'hui, soit le plus bas depuis 20 ans, et l'inflation à son niveau le plus bas depuis 30 ans. La croissance économique est forte. L'an prochain nous serons en tête des nations du FMI. La croissance de l'emploi sera la plus forte de tous les pays de l'OCDE.